

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 2007 — 868

[2007/200554]

1^{er} FEVRIER 2007. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, telle que modifiée, notamment l'article 87, § 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 18 décembre 2003 portant le Code de la Fonction publique wallonne;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 octobre 2005 fixant la répartition des compétences entre les Ministres et réglant la signature des actes du Gouvernement;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux Cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Considérant que la déclaration de politique régionale du Gouvernement wallon du 20 juillet 2004 prévoit de créer un Comité interministériel de suivi des financements alternatifs et de la situation financière des organismes d'intérêt public;

Considérant par ailleurs, qu'il est précisé dans la déclaration de politique régionale que ce Comité se fera assister par une cellule d'appui;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 janvier 2007;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 1^{er} février 2007;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il importe de donner une base réglementaire à la mise à disposition de personnel;

Considérant qu'il y a lieu de modifier les références budgétaires reprises dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public de la Région wallonne pour les mettre en concordance avec le budget général des dépenses de la Région wallonne et pour permettre à la Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public de procéder à l'ordonnement des dépenses;

Considérant que les crédits destinés à couvrir les dépenses de la Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public sont inscrits à la division organique 40 du budget général des dépenses et que le Ministre du Budget et des Finances en est l'ordonnateur primaire;

Considérant que, dans un souci d'équité, des augmentations pécuniaires intercalaires doivent être octroyées aux agents contractuels de la même manière qu'aux fonctionnaires de la Région;

Considérant que les membres de la Cellule de suivi et de financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public ont justifié de la nécessité de bénéficier de la dérogation visée à l'article 21, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon;

Considérant qu'il importe de procéder d'urgence à ces modifications en vue d'assurer la continuité du fonctionnement de ladite Cellule;

Sur proposition du Ministre du Budget et des Finances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 24 mars 2005 portant création d'une Cellule de suivi des financements alternatifs et des états financiers des organismes d'intérêt public, les mots "auprès du Gouvernement wallon" sont insérés entre les mots "Il est institué" et "une cellule de suivi".

Art. 2. A l'article 3 du même arrêté, les mots "et des Finances" sont insérés entre les mots "Ministre du Budget" et "décrivant de manière synthétique".

Art. 3. A l'article 4, § 3, du même arrêté, les mots "et des Finances" sont insérés après les mots "Ministre du Budget".

Art. 4. A l'article 6 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) au § 1^{er}, les mots "de l'article 9" sont remplacés par les mots "de l'article 8";

b) au § 2, les mots "du 27 juillet 2004" sont remplacés par les mots "14 décembre 2006"

c) il est ajouté un § 3 et un § 4, rédigés comme suit :

« § 3. Les membres du personnel visés au présent article bénéficient des traitements intermédiaires correspondant à des échelons d'ancienneté pécuniaire et résultant d'augmentations intercalaires prévues à l'échelle dans laquelle leur allocation tenant lieu de traitement a été fixée. L'ancienneté pécuniaire promérite pouvant leur être accordée est calculée suivant les mêmes règles que celles établies pour le calcul des services admissibles du personnel des services du Gouvernement wallon.

§ 4. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués à la CIF, le Ministre du Budget et des Finances peut majorer les allocations tenant lieu de traitement dont question au présent article. »

Art. 5. A l'article 8 du même arrêté, sont apportées les modifications suivantes :

a) les mots "du 27 juillet 2004" sont remplacés par les mots "du 14 décembre 2006";

b) les mots "Il est accordé aux personnes en fonction à la Cellule une allocation fixée comme suit : sont remplacés par les mots "Il est accordé aux agents détachés à la Cellule une allocation fixée comme suit :".

Art. 6. L'article 10 est abrogé.

Art. 7. Après l'article 12 du même arrêté, sont insérés les articles 12bis à 12quinquies, rédigés comme suit :

« Art. 12bis. Le régime juridique des membres du personnel de la CIF visés à l'article 4, § 2, est de type statutaire et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application. Ils sont soumis au statut de sécurité sociale des membres du personnel contractuel de l'Etat.

Art. 12ter. Les dispositions visées à l'article 21 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels sont applicables aux membres du personnel de la CIF visés à l'article 4, § 2.

Art. 12quater. § 1^{er}. Les dispositions prévues pour les membres du personnel des Ministères wallons et organismes d'intérêt publics, soumis aux statuts des fonctionnaires de la Région, en matière de frais de séjour et de frais de parcours, résultant de déplacements pour les besoins du service et d'utilisation de transports en commun, sont applicables mutatis mutandis aux agents de la CIF.

§ 2. Une indemnité forfaitaire annuelle pour frais de séjour est octroyée aux membres du personnel visés à l'article 4, § 2, du présent arrêté, en remplacement des chèques-repas.

Le montant de l'indemnité est fixé par référence aux indemnités prévues par l'article 22, § 3, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon, le montant de l'indemnité est équivalent :

- a) à l'indemnité d'attaché ou de conseiller pour le personnel de niveau 1 visé à l'article 4, § 2, *litera a)*;
- b) à l'indemnité de personnel d'exécution ou d'attaché pour le personnel de niveau 2+ visé à l'article 4, § 2, *litera b)*.

L'indemnité est due par mois à terme échu et peut être payée à due concurrence en cas de prestation à temps partiel.

L'indemnité est maintenue pendant les absences ne dépassant pas trente jours calendrier.

§ 3. Les membres du personnel visés à l'article 4, § 2, qui ont leur domicile et leur résidence administrative en dehors du lieu d'implantation de la CIF peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun ou, par dérogation, de sa contre-valeur financière moyennant, dans ce dernier cas, une autorisation particulière, délivrée par le Ministre du Budget et des Finances et mentionnant des motifs de dérogation. La durée de l'abonnement est limitée à un mois et peut être prorogée de mois en mois. La classe de l'abonnement est déterminée par le grade dont le membre du personnel est revêtu. Cette mesure ne peut avoir pour effet de le ranger dans une classe d'abonnement inférieure à celle dont il bénéficie dans son administration d'origine.

§ 4. Dans les limites des crédits budgétaires de la CIF, le Ministre du Budget et des Finances fixe le contingent kilométrique individuel à octroyer annuellement aux autres membres du personnel de la CIF qui peuvent être autorisés à utiliser leur véhicule à moteur personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues par le Code de la Fonction publique. Ce contingent ne peut toutefois dépasser 12 000 km par an, par bénéficiaire. Le remboursement ne peut intervenir que sur présentation d'une déclaration de créance mensuelle appuyée des pièces justificatives attestant les déplacements effectués pour les besoins du service.

§ 5. Les modalités d'acquisition et d'utilisation des véhicules de fonction et de service, les modalités d'intervention dans les frais d'abonnement au réseau de téléphonie fixe et mobile, de télécopie et d'Internet et les frais de communication des membres du personnel de la CIF visés à l'article 4, § 2, sont réglées par la circulaire du Gouvernement wallon visée à l'article 1^{er}, § 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon.

Art. 12quinquies. Une allocation compensatoire est octroyée aux membres du personnel de la CIF visés à l'article 6, § 1^{er}, conformément aux dispositions prévues par l'article 26, § 2, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 14 décembre 2006 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement wallon. »

Art. 8. A l'article 13, § 1^{er}, du même arrêté, les mots "et des Finances" sont insérés entre les mots "Ministre du Budget" et "peut accorder".

Art. 9. Les articles 14 à 16 du même arrêté sont remplacés par les dispositions suivantes :

« Art. 14. Délégation est accordée au chef de cabinet du Ministre du Budget pour engager et approuver toute dépense imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 06 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, § 2, du présent arrêté.

Art. 15. Délégation est accordée au dirigeant de la CIF visé à l'article 4, § 1^{er}, du présent arrêté, jusqu'à concurrence d'un montant de 5.500 euros, pour engager, approuver et ordonnancer toute dépense imputable sur les allocations de base 12.01 et 74.01 du programme 06 relatives respectivement au fonctionnement de la CIF et à l'achat de biens divers de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne.

Art. 16. § 1^{er}. Le Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets est chargé de l'assistance administrative en matière de personnel à la CIF et de l'administration salariale des traitements, indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, § 2.

§ 2. Délégation est accordée au conseiller, responsable du Service permanent d'assistance en matière administrative et pécuniaire des cabinets, pour ordonnancer toute dépense engagée par l'ordonnateur primaire ou de son délégué visé à l'article 14 imputable sur l'allocation de base 11.01 du programme 06 de la division organique 40 du budget général des dépenses de la Région wallonne et relative aux traitements, indemnités et allocations allouées au personnel visé à l'article 4, § 2. »

Art. 10. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17bis, rédigé comme suit :

« Art. 17bis. Un comptable extraordinaire est désigné parmi les membres du personnel de la CIF visés à l'article 4, § 2. Des avances de fonds lui sont consenties dans le respect des plafonds fixés dans le dispositif du budget général des dépenses de la Région wallonne pour les comptables extraordinaires du Ministère de la Région wallonne et du Ministère wallon de l'Équipement et des Transports à l'effet de payer les créances n'excédant pas € 5.500 hors T.V.A. ».

Art. 11. Dans le même arrêté, il est inséré un article 17ter, rédigé comme suit :

« Art. 17ter. Le Ministre du Budget et des Finances prend les mesures utiles en vue de la mise à disposition de la CIF de locaux, de mobiliers et d'équipements informatiques et bureautiques nécessaires à son fonctionnement. Les équipements peuvent être acquis ou loués dans les conditions énoncées à l'article 18. »

Art. 12. A l'article 18 du même arrêté, les mots "à l'article 19" sont remplacés par les mots "à l'article 17ter".

Art. 13. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2007.

Art. 14. L'article 4, c), du présent arrêté ne fait pas obstacle au maintien, postérieurement à l'entrée en vigueur du présent arrêté, de l'ancienneté pécuniaire reconnue aux agents de la Cellule avant l'entrée en vigueur du présent arrêté.

Art. 15. Le Ministre du Budget est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 1^{er} février 2007.

Le Ministre-Président,

E. DI RUPO

Le Ministre du Budget, des Finances, de l'Équipement et du Patrimoine,

M. DAERDEN

ÜBERSETZUNG

MINISTERIUM DER WALLONISCHEN REGION

D. 2007 — 868

[2007/200554]

1. FEBRUAR 2007 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 über institutionelle Reformen, so wie abgeändert, insbesondere des Artikels 87 § 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 18. Dezember 2003 zur Festlegung des Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Oktober 2005 zur Festlegung der Verteilung der Zuständigkeiten unter die Minister und zur Regelung der Unterzeichnung der Regierungsurkunden;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung;

In der Erwägung, dass in der regionalpolitischen Erklärung der Wallonischen Regierung vom 20. Juli 2004 die Gründung eines interministeriellen Ausschusses zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen ist;

In der Erwägung außerdem, dass in der regionalpolitischen Erklärung vorgesehen ist, dass eine Unterstützungszelle diesem Ausschuss helfen wird;

Aufgrund des am 29. Januar 2007 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 1. Februar 2007 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat, insbesondere des Artikels 3 § 1 abgeändert durch das Gesetz vom 4. August 1996;

Aufgrund der Dringlichkeit;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, der Zurverfügungstellung von Personal eine vorschriftsmäßige Grundlage zu geben;

In der Erwägung, dass es Anlass gibt, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 24. September 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses der Wallonischen Region angeführten haushaltsmäßigen Angaben abzuändern, um sie mit dem allgemeinen Ausgabenhaushaltsplan der Wallonischen Region in Einklang zu bringen und um es der Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses möglich zu machen, die Ausgabenanweisungen vorzunehmen;

In der Erwägung, dass die zur Deckung der Ausgaben der Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses bestimmten Finanzmittel in dem Organisationsbereich 40 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region eingetragen sind und dass der Minister des Haushalts und der Finanzen deren erster Anweisungsbefugter ist;

In der Erwägung, dass im Sinne der Gleichstellung zeitlich gestufte Gehaltserhöhungen den vertraglich eingestellten Bediensteten so wie den Beamten der Region gewährt werden müssen;

In der Erwägung, dass die Mitglieder der Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses den Nachweis erbracht haben, dass sie die in Artikel 21, § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnte Abweichung in Anspruch nehmen können;

In der Erwägung, dass es von Bedeutung ist, diese Abänderungen rasch vorzunehmen, um die Kontinuität des Funktionierens der besagten Zelle zu sichern;

Auf Vorschlag des Ministers des Haushalts und der Finanzen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - In Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 24. März 2005 zur Gründung einer Zelle zur Überwachung der alternativen Finanzierungen und der Finanzlage der Einrichtungen öffentlichen Interesses wird der Wortlaut "bei der Wallonischen Regierung" zwischen das Wort "wird" und das Wort "eingerrichtet" eingefügt.

Art. 2 - In Artikel 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "und der Finanzen" zwischen den Wortlaut "Minister des Haushalts" und den Wortlaut "einen Tätigkeitsbericht" eingefügt.

Art. 3 - In Artikel 4, § 3 desselben Erlasses wird der Wortlaut "und der Finanzen" nach dem Wortlaut "Minister des Haushalts" eingefügt.

Art. 4 - In Artikel 6 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) in § 1 wird der Wortlaut "des Artikels 9" durch den Wortlaut "des Artikels 8" ersetzt;
- b) in § 2 wird der Wortlaut "vom 27. Juli 2004" durch den Wortlaut "vom 14. Dezember 2006" ersetzt;
- c) ein § 3 und ein § 4 mit folgendem Wortlaut werden hinzugefügt:

«§ 3 - Die im vorliegenden Artikel erwähnten Personalmitglieder haben Anspruch auf Zwischengehälter, die Besoldungsdienstaltersstufen entsprechen und sich aus Zwischenerhöhungen ergeben, die in der Stufe, in der ihre das Gehalt ersetzende Kabinettszuwendung festgelegt worden ist, vorgesehen sind. Das Besoldungsdienstalter, das ihnen gewährt werden kann, wird nach denselben Regeln, die für die Berechnung der anerkannten Dienste des Personals der Dienststellen der Wallonischen Regierung festgelegt werden, berechnet.

§ 4 - Durch begründeten Beschluss und mit dem Einverständnis des Minister-Präsidenten ist der Minister des Haushalts und der Finanzen berechtigt, diese im vorliegenden Artikel erwähnten und Gehälter ersetzenden Zuwendungen im Rahmen der der ZFI erteilten Haushaltsmittel zu erhöhen.»

Art. 5 - In Artikel 8 desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

- a) Der Wortlaut "vom 27. Juli 2004" wird durch den Wortlaut "vom 14. Dezember 2006" ersetzt;
- b) Der Wortlaut "Den in der Zelle tätigen Personen wird eine wie folgt festgesetzte Zuwendung gewährt:" wird durch den Wortlaut "Den in die Zelle abgeordneten Personen wird eine wie folgt festgesetzte Zuwendung gewährt:" ersetzt.

Art. 6 - Artikel 10 wird gestrichen.

Art. 7 - Nach Artikel 12 desselben Erlasses werden die Artikel 12*bis* bis 12*quinquies* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 12*bis* - Die Rechtslage der in Artikel 4 erwähnten Personalmitglieder der ZIF ist statutarischer Art und das Gesetz vom 3. Juli 1978 über die Arbeitsverträge ist nicht anwendbar. Sie sind dem Statut der Sozialsicherheit für die Vertragspersonalmitglieder des Staates unterworfen.

Art. 12*ter* - Die in Artikel 21 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnten Bestimmungen in Sachen Urlaub und Abwesenheiten der statutarischen und Vertragspersonalmitglieder finden Anwendung auf die in Artikel 4 § 2 erwähnten Personalmitglieder der ZIF.

Art. 12*quater* - § 1 - Die Bestimmungen in Sachen Aufenthaltskosten, Fahrtkosten, die durch dienstbedingte Fahrten entstehen, sowie Benutzung von öffentlichen Transportmitteln, die für die dem Kodex des wallonischen öffentlichen Dienstes unterworfenen Personalmitglieder der Wallonischen Ministerien und der Einrichtungen öffentlichen Interesses vorgesehen sind, finden mutatis mutandis Anwendung auf die Bediensteten der ZIF.

§ 2 - Eine jährliche Pauschalvergütung für Aufenthaltskosten wird den in Artikel 4 § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personalmitgliedern anstelle der Essengutscheine gewährt.

Der Betrag der Vergütung wird unter Bezugnahme auf die in Artikel 22 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Vergütungen festgesetzt; er entspricht:

- a) der Entschädigung eines Attachés oder eines Beraters für das in Artikel 4 § 2 Buchstabe a) erwähnte Personal der Stufe 1,
- b) der Entschädigung des Ausführungspersonals oder des Attachés für das in Artikel 4 § 2 Buchstabe b) erwähnte Personal der Stufe 2+.

Die Vergütung wird pro Monat nachträglich ausgezahlt und darf im Falle von Teilzeitleistungen quotisiert werden.

Die Vergütung wird während Abwesenheitsperioden, die dreißig Kalendertage nicht überschreiten, erhalten.

§ 3 - Die in Artikel 4 § 2 erwähnten Mitglieder des Personals, deren Wohn- und Amtssitz sich außerhalb des Standorts der ZIF befindet, können ein Abonnement für ein öffentliches Transportmittel oder ausnahmsweise den finanziellen Gegenwert erhalten, im letztgenannten Fall nach einer von dem Minister des Haushalts und der Finanzen ausgestellten Sondergenehmigung, in der die Gründe der Abweichung angegeben werden. Die Dauer des Abonnements wird auf einen Monat beschränkt und kann jeden Monat verlängert werden. Die Klasse des Abonnements wird durch den Dienstgrad des Bediensteten bestimmt. Diese Maßnahme darf nicht zur Folge haben, dass er in eine Abonnementsklasse eingestuft wird, die niedriger ist als diejenige, auf die der Bedienstete in seiner ursprünglichen Dienststelle Anspruch hatte.

§ 4 - Im Rahmen der Haushaltsmittel der ZIF bestimmt der Minister des Haushalts und der Finanzen die individuelle Kilometeranzahl, die den Personalmitgliedern der ZIF, die erlaubt werden können, unter den in dem Kodex des öffentlichen Dienstes vorgesehenen Bedingungen ihren eigenen Personenkraftwagen zu benutzen, jährlich zu gewähren ist. Diese Kilometerzahl darf jedoch 12 000 km pro Jahr pro Berechtigten nicht überschreiten. Die Rückzahlung kann nur auf Vorlage einer monatlichen Forderungsanmeldung erfolgen, der die Belege zur Bescheinigung, dass die Fahrten aus Dienstgründen stattgefunden haben, beigelegt werden.

§ 5. Die Modalitäten in Bezug auf den Erwerb und die Verwendung der Funktions- und Dienstfahrzeuge, die Modalitäten in Bezug auf die Anschlussgebühren für Telefon, Mobiltelefon, Telefax und Internet und die Kommunikationskosten der in Artikel 4 § 2 erwähnten Mitglieder des Personals der ZIF werden durch das in Artikel 1 § 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung erwähnte Rundschreiben der Wallonischen Regierung geregelt.

Art. 12*quinquies* - Eine Ausgleichszuwendung wird den in Artikel 6 § 1 erwähnten Mitgliedern der ZIF gemäß den in Artikel 26 § 2 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 14. Dezember 2006 über die Kabinette der Minister der Wallonischen Regierung vorgesehenen Bestimmungen gewährt.»

Art. 8 - In Artikel 13 § 1 desselben Erlasses wird der Wortlaut "und der Finanzen" zwischen den Wortlaut "Minister des Haushalts" und den Wortlaut "kann gemäß" eingefügt.

Art. 9 - Die Artikel 14 bis 16 desselben Erlasses werden durch folgende Bestimmungen ersetzt:

«Art. 14 - Dem Kabinettschef des Ministers des Haushalts wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe einzugehen und zu genehmigen, die auf die Basiszuwendung 11.01 des Programms 06 des Organisationsbereichs des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region bezüglich der dem in Artikel 40 § 2 des vorliegenden Erlasses erwähnten Personal gewährten Vergütungen und Zuwendungen anrechenbar ist.

Art. 15 - Dem in Artikel 4 § 1 des vorliegenden Erlasses erwähnten leitenden Beamten der ZIF wird Vollmacht erteilt, um jede Ausgabe in Höhe von maximal 5.500 Euro einzugehen, zu genehmigen und anzuweisen, die auf die innerhalb der Organisationsbereiche des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region zu schaffenden Basiszuwendungen 12.01 und 74.01 des Programms 06 anrechenbar ist, die mit dem Funktionieren der ZIF bzw. dem Ankauf von verschiedenen Gütern verbunden sind.

Art. 16 - § 1 - Die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten wird mit der administrativen Unterstützung der ZIF in Sachen Personal und mit der Verwaltung der dem in Artikel 4 § 2 erwähnten Personal gewährten Gehälter, Entschädigungen und Zuwendungen beauftragt.

§ 2 - Dem für die ständige Dienststelle zur Unterstützung der Kabinette bei Verwaltungs- und Besoldungsangelegenheiten zuständigen Berater wird Vollmacht erteilt, um jede durch den ersten Anweisungsbefugten oder seinen Beauftragten eingegangene Ausgabe zur Zahlung anzuordnen, die auf die Basiszuwendung 14 des Programms 11.01 des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region anrechenbar ist.»

Art. 10 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17*bis* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 17*bis* - Ein außerordentlicher Rechnungsführer wird unter den in Artikel 4 § 2 erwähnten Mitgliedern des Personals der ZIF benannt. Geldvorschüsse werden ihm unter Einhaltung der im Wortlaut des allgemeinen Ausgabenhaushaltsplans der Wallonischen Region für die außerordentlichen Rechnungsführer des Ministeriums der Wallonischen Region und des Wallonischen Ministeriums für Ausrüstung und Transportwesen festgesetzten Höchstbetragsgrenzen gewährt, um Forderungen bis zu 5.500 Euro ohne MwSt zu zahlen.»

Art. 11 - In denselben Erlass wird ein Artikel 17*ter* mit folgendem Wortlaut eingefügt:

«Art. 17*ter* - Der Minister des Haushalts und der Finanzen trifft die nützlichen Maßnahmen, damit Räumlichkeiten, Mobiliar und die EDV- und Büroausrüstungen, die zur Betriebsfähigkeit der ZIF notwendig sind, ihr zur Verfügung gestellt werden. Die Ausrüstungen können unter den in Artikel 18 angeführten Bedingungen gekauft bzw. gemietet werden.»

Art. 12 - In Art. 18 desselben Erlasses wird der Wortlaut "in Artikel 19" durch den Wortlaut "in Artikel 17*ter*" ersetzt.

Art. 13 - Der vorliegende Erlass wird am 1. Januar 2007 wirksam.

Art. 14 - Artikel 4 *c*) des vorliegenden Erlasses verhindert nicht die Erhaltung des Besoldungsdienstalters, auf das die Bediensteten der Zelle vor dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses Anspruch hatten, nach dem Inkrafttreten des vorliegenden Erlasses.

Art. 15 - Der Minister des Haushalts wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 1. Februar 2007

Der Minister-Präsident,

E. DI RUPO

Der Minister des Haushalts, der Finanzen, der Ausrüstung und des Erbes,

M. DAERDEN

VERTALING

MINISTERIE VAN HET WAALSE GEWEST

N. 2007 — 868

[2007/200554]

1 FEBRUARI 2007. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een Opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd, inzonderheid op artikel 87, § 1;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 18 december 2003 houdende de Waalse Ambtenarencode;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een Opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 oktober 2005 tot vaststelling van de verdeling van de ministeriële bevoegdheden en tot regeling van de ondertekening van haar akten;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Overwegende dat de gewestelijke beleidsverklaring van de Waalse Regering van 20 juli 2004 in de oprichting voorziet van een interministerieel comité voor de opvolging van de alternatieve financieringen en van de financiële toestand van de openbare instellingen;

Overwegende dat de gewestelijke beleidsverklaring voorts aangeeft dat dat comité zich zal laten bijstaan door een ondersteunende cel;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 29 januari 2007;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 1 februari 2007;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat er een regelgevende grondslag gegeven dient te worden voor de terbeschikkingstelling van personeel;

Overwegende dat de begrotingsverwijzingen, opgenomen in het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een Opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen van het Waalse Gewest, gewijzigd dienen te worden om ze in overeenstemming te brengen met de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest en om de opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen in de mogelijkheid te stellen om de uitgaven te ordonnanceren;

Overwegende dat de kredieten voor het dekken van de uitgaven van de Opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen opgenomen zijn in organisatie-afdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting en dat de Minister van Begroting en Financiën er de primaire ordonnateur van is;

Overwegende dat er vanuit een streven naar billijkheid tussentijdse verhogingen verleend moeten worden aan de contractuele personeelsleden net zoals dat gebeurt voor de ambtenaren van het Gewest;

Overwegende dat de leden van de opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen de noodzaak bewezen hebben om in aanmerking te komen voor de afwijking bedoeld in artikel 21, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering;

Overwegende dat deze wijzigingen dringend doorgevoerd dienen te worden om de continuïteit in de werking van genoemde Cel te verzekeren;

Op de voordracht van de Minister van Begroting en Financiën,

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. In artikel 1, lid 1, van het besluit van de Waalse Regering van 24 maart 2005 houdende oprichting van een opvolgingscel voor de alternatieve financieringen en de financiële staten van de openbare instellingen worden de woorden "bij de Waalse Regering" ingevoegd tussen de woorden "Er wordt" en "een cel opgericht".

Art. 2. In artikel 3 van hetzelfde besluit worden de woorden "en Financiën" ingevoegd tussen de woorden "Minister van Begroting" en de woorden "waarin de werkzaamheden van de cel".

Art. 3. In artikel 4, § 3, van hetzelfde besluit worden de woorden "en Financiën" ingevoegd na de woorden "Minister van Begroting".

Art. 4. In artikel 6 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in § 1 worden de woorden "artikel 9" vervangen door de woorden "artikel 8";

b) in § 2 worden de woorden "27 juli 2004" vervangen door de woorden "14 december 2006";

c) er worden een § 3 en een § 4 toegevoegd, luidend als volgt :

« § 3. De in dit artikel bedoelde personeelsleden genieten de tussenwedden die met weddetrappen van geldelijke anciënniteit overeenkomen en die voortvloeien uit tussentijdse verhogingen voorzien in de schaal waarin hun als wedde geldende kabinetstoelage is vastgesteld. De verdiende geldelijke anciënniteit die hen kan worden toegekend, wordt berekend volgens dezelfde regels als die welke vastgesteld zijn voor de berekening van de in aanmerking komende diensten van het personeel van de Diensten van de Waalse Regering.

§ 4. Bij gemotiveerde beslissing kan de Minister van Begroting en Financiën, met de toestemming van de Minister-President, binnen de perken van de aan het personeel van de Cel toegekende begrotingskredieten, de als wedde geldende toelagen waarvan sprake in dit artikel verhogen. »

Art. 5. In artikel 8 van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "van 27 juli 2004" worden vervangen door de woorden "van 14 december 2006";

b) de woorden "De personen die een ambt uitoefenen bij de cel wordt een toelage verleend die als volgt is vastgelegd : "worden vervangen door de woorden "De personeelsleden die naar de cel gedetacheerd zijn, wordt een toelage verleend die als volgt is vastgelegd :".

Art. 6. Artikel 10 wordt opgeheven.

Art. 7. Na artikel 12 van hetzelfde besluit worden de artikelen 12bis tot 12quinquies ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 12bis. Het rechtsstelsel van de in artikel 4, § 2, bedoelde personeelsleden van de CIF is van het statutaire type en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing. Ze zijn onderworpen aan het statuut van de sociale zekerheid van de contractuele personeelsleden van de Staat.

Art. 12ter. De bepalingen bedoeld in artikel 21 van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering inzake verloven en afwezigheden van de statutaire en contractuele personeelsleden zijn van toepassing op de personeelsleden van de CIF bedoeld in artikel 4, § 2.

Art. 12quater. § 1. De bepalingen waarin wordt voorzien voor de personeelsleden van de Waalse Ministeries en van de instellingen van openbaar nut die onderworpen zijn aan de statuten van de gewestelijke ambtenaren inzake verblijf- en reiskosten die voortvloeien uit verplaatsingen in het belang van de dienst en uit het gebruik van het openbaar vervoer, zijn mutatis mutandis toepasselijk op de personeelsleden van de CIF.

§ 2. De personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit kunnen ter vervanging van de maaltijdcheques een jaarlijkse forfaitaire verblijfkostenvergoeding genieten.

Het bedrag van de vergoeding wordt bepaald met verwijzing naar de vergoedingen bepaald bij artikel 22, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering, het bedrag van de vergoeding staat gelijk met :

a) de vergoeding voor een attaché of adviseur voor de personeelsleden van niveau 1 bedoeld in artikel 4, § 2, litera a);

b) de vergoeding voor uitvoerend personeel of attaché voor de personeelsleden van niveau 2+ bedoeld in artikel 4, § 2, litera b).

De vergoeding wordt aan het einde van elke maand betaald en kan worden geproratieerd in geval van deeltijdse dienstverstreking.

De vergoeding wordt gehandhaafd in geval van hoogstens dertig kalenderdagen afwezigheid.

§ 3. De personeelsleden bedoeld in artikel 4, § 2, wier woonplaats en administratieve verblijfplaats buiten de vestigingsplaats van de CIF liggen, hebben recht op een abonnement voor een openbaar vervoermiddel of, afwijkingshalve, op de financiële tegenwaarde daarvan mits, in dit laatste geval, een bijzondere machtiging van de Minister van Begroting en Financiën en mits vermelding van de redenen van de afwijking. Het abonnement loopt één maand en moet maandelijks verlengd worden. De klas van het abonnement wordt bepaald op basis van de graad die het personeelslid bekleedt. Die maatregel mag niet inhouden dat de personeelsleden ingedeeld worden in een lagere klas dan die welke ze genieten in hun oorspronkelijke bestuur.

§ 4. Binnen de perken van de begrotingskredieten van de CIF bepaalt de Minister van Begroting en Financiën het individuele kilometercontingent dat jaarlijks moet worden toegekend aan de andere personeelsleden van de CIF die ertoe kunnen worden gemachtigd hun persoonlijke motorvoertuig te gebruiken in het belang van de dienst onder dezelfde voorwaarden als die welke waarin is voorzien bij de Waalse Ambtenarencode. Dit contingent mag echter niet hoger zijn dan 12 000 km per jaar per begunstigde. De terugbetaling geschiedt pas na voorlegging van een maandelijks schuldorderingsverklaring die gestaafd wordt door bewijsstukken waaruit de verplaatsingen om dienstredenen blijken.

§ 5. De nadere regels voor de aankoop en het gebruik van ambts- en dienstvoertuigen, de nadere regels voor de bijdrage in de abonnementskosten voor het vaste en het mobiele telefoonnet, fax en internet en de gesprekskosten van de in artikel 4, § 2, bedoelde personeelsleden van de CIF worden geregeld bij de omzendbrief van de Waalse Regering bedoeld in artikel 1, § 3, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering.

Art. 12*quinquies*. Een compenserende toelage wordt toegekend aan de personeelsleden van de CIF bedoeld in artikel 6, § 1, overeenkomstig de bepalingen van artikel 26, § 2, van het besluit van de Waalse Regering van 14 december 2006 betreffende de ministeriële kabinetten van de Waalse Regering. »

Art. 8. In artikel 13, § 1, van hetzelfde besluit worden de woorden "en Financiën" ingevoegd tussen de woorden "Minister van Begroting" en "kan volgens".

Art. 9. De artikelen 14 tot en met 16 van hetzelfde besluit worden vervangen door volgende bepaling :

« Art. 14. Er wordt een machtiging verleend aan de kabinetschef van de Minister van Begroting om elke uitgave vast te leggen en goed te keuren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 06 van organisatie-afdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2, van dit besluit.

Art. 15. Er wordt aan de leider van de CIF bedoeld in artikel 4, § 1, van dit besluit tot en met het bedrag van 5.500 euro een machtiging verleend om elke uitgave vast te leggen, goed te keuren en te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocaties 12.01 en 74.01 van programma 06 betreffende, respectievelijk, de werking van de CIF en de aankoop van allerlei goederen van organisatie-afdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest.

Art. 16. § 1. De Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten is belast met de administratieve bijstand in de personeelszaken van de CIF en de loonadministratie van de wedden, vergoedingen en toelagen toegekend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2.

§ 2. Er wordt een machtiging verleend aan de adviseur verantwoordelijk voor de Vaste hulpdienst voor administratieve en geldelijke aangelegenheden van de kabinetten om elke uitgave vastgelegd door de primaire ordonnateur of zijn gemachtigde bedoeld in artikel 14 te ordonnanceren die toerekenbaar is op basisallocatie 11.01 van programma 06 van organisatie-afdeling 40 van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest betreffende de wedden, vergoedingen en toelagen verleend aan het personeel bedoeld in artikel 4, § 2. »

Art. 10. Een artikel 17*bis*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 17*bis*. Er wordt een buitengewoon rekenplichtige aangewezen onder de personeelsleden van de CIF bedoeld in artikel 4, § 2. Er worden hem voorschotten verleend met inachtneming van de maximumbedragen vastgesteld in het beschikbare gedeelte van de algemene uitgavenbegroting van het Waalse Gewest voor de buitengewone rekenplichtigen van het Ministerie van het Waalse Gewest en het Waals Ministerie van Uitrusting en Vervoer ter betaling van de schuldvorderingen die 5.500 euro, BTW niet meegerekend, niet overschrijden. »

Art. 11. Een artikel 17*ter*, luidend als volgt, wordt in hetzelfde besluit ingevoegd :

« Art. 17*ter*. De Minister van Begroting en Financiën treft de nuttige maatregelen om lokalen, meubilair en software- en kantoorautomatiseringsbenodigdheden voor de werking ervan ter beschikking van de CIF te stellen. De benodigdheden kunnen aangekocht of gehuurd worden in de voorwaarden verwoord in artikel 18. »

Art. 12. In artikel 18 van hetzelfde besluit worden de woorden "in artikel 19" vervangen door de woorden "in artikel 17*ter*".

Art. 13. Dit besluit heeft uitwerking vanaf 1 januari 2007.

Art. 14. Artikel 4, c), van dit besluit belet niet de handhaving, na inwerkingtreding van dit besluit, van de geldelijke anciënniteit die aan de personeelsleden van de Cel erkend is vóór de inwerkingtreding van dit besluit.

Art. 15. De Minister van Begroting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 1 februari 2007.

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Begroting, Financiën, Uitrusting en Patrimonium,
M. DAERDEN